

## POUR UNE MONDIALISATION KEYNÉSIIENNE

Pierre Jacquet

Altern. économiques | « L'Économie politique »

2006/3 n° 31 | pages 39 à 50

ISSN 1293-6146

ISBN 2-35240-008-2

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2006-3-page-39.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour Altern. économiques.

© Altern. économiques. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Pour une mondialisation keynésienne

**Pierre Jacquet,**

chef économiste de l'Agence française de développement (AFD).

Daté de 1933, ce superbe texte de John Maynard Keynes s'interprète évidemment à la lumière de l'histoire. Mais il possède aussi cette vertu atemporelle qu'ont les grands textes car il porte une vision du monde qu'il est toujours utile de méditer. Il est d'ailleurs à craindre que tout commentaire en affaiblisse la portée. Ces quelques lignes ne doivent donc pas dispenser le lecteur de lire et de s'approprier l'original. Elles en proposent une relecture à la lumière de la situation actuelle autour de quatre thèmes principaux : les périodes de transition économique, la relation entre l'interdépendance économique et la paix, la libéralisation, et le nationalisme économique. En filigrane, cependant, il est utile de replacer ce texte dans le cadre du débat (re)lancé par Francis Fukuyama en 1989 [1] autour de l'idée hégélienne de « fin de l'histoire ». Dans l'analyse de Keynes, les modèles sont datés et non universels ; ils correspondent à une période et à une configuration spécifique d'intérêts. De ce fait, les hommes continuent à expérimenter et à chercher comment satisfaire leurs désirs. Le progrès entraîne un mouvement perpétuel, et non la convergence vers une solution ultime qui, comme l'analysait Kojève dans les années 1950, signifierait d'ailleurs l'aboutissement, et donc la fin, de la pensée.

[1] Francis Fukuyama, « The end of history ? », *National Interest*, été 1989.



## Les transitions

Keynes écrit à la fin du premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle et constate combien il est difficile de se défaire des « *oripeaux obsolètes* » du siècle précédent. Il considère que lui-même et ses contemporains sont en train de sortir du XIX<sup>e</sup> siècle pour découvrir des préoccupations et modes de pensée nouvelles. Or, la situation actuelle présente quelques analogies. On peut en effet considérer que le système mondial est entré dans une longue et difficile transition entre le modèle mis en place après la Seconde Guerre mondiale et un système plus complet de régulation de la mondialisation qui reste à imaginer et à installer. Nous devons donc aussi apprendre à sortir de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

Cette transition nécessaire est mue par quatre tendances principales. La première est la fin de la guerre froide, qui peut s'interpréter à la fois comme une rupture avec le système reposant sur l'opposition Est-Ouest, mais aussi comme une étape possible vers l'aboutissement du projet universaliste développé après la Seconde Guerre mondiale et auquel Keynes, d'ailleurs, a lui-même contribué. Ce changement de paradigme rétablit l'importance de la géographie, et donc de la géopolitique, quelque peu gommée ou prédéterminée par la guerre froide. En même temps, il y a en quelque sorte un « élargissement » de l'économie internationale, que renforce la deuxième tendance, celle de la montée en puissance de pays émergents dont le poids démographique et la croissance économique laissent présager un rôle essentiel dans les décennies à venir et dont les actions et prises de position perturbent déjà l'ordre établi, ainsi que l'acceptation des normes et bonnes pratiques mises en place dans le cadre de la coopération entre pays industrialisés.

La troisième tendance est celle du progrès technique, notamment dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, qui approfondit encore l'interdépendance économique internationale, abolit certaines distances, rétrécit l'espace du régulateur, questionne le cadre fondateur purement national de la démocratie. Elle marque une avancée majeure dans la mondialisation, amenant certains commentateurs, comme Martin Wolf <sup>[2]</sup>, du *Financial Times*, à considérer que cette dernière est devenue à long terme « *presque certainement* » irréversible, même s'il n'exclut pas quelques revers en chemin. C'est peut-être là une différence majeure entre l'époque de Keynes et la nôtre. Keynes interprète ici le progrès technique surtout comme un moyen

[2] Martin Wolf, « Is globalization in danger ? », *SAIS Working Paper Series* WP/04/02, School of Advanced International Studies, avril 2002.

d'accroître le niveau de bien-être matériel. Il en ignore les implications quant à la capacité qu'il invoque pour tout gouvernement de se protéger des ingérences du monde extérieur, de mettre en place un programme d'autosuffisance nationale ou de limiter l'intégration financière internationale.

La quatrième tendance reflète un changement profond de la nature des relations internationales. D'une certaine façon, le système internationaliste de l'après-Seconde Guerre mondiale reposait sur la gestion plus ou moins coordonnée de la juxtaposition des politiques nationales, dont il s'agissait de comprendre l'interaction pour en améliorer la formulation. Cette juxtaposition continue de poser problème, comme en témoignent les débats actuels sur l'ajustement des déséquilibres des paiements courants et leurs implications en matière de taux de change, ou encore la concurrence pour l'accès à des matières premières non renouvelables. Mais une dimension nouvelle s'est aussi développée : celle de l'action collective internationale à grande échelle dans la poursuite d'objectifs communs. Il ne s'agit plus seulement de juxtaposer des intérêts nationaux, mais de travailler beaucoup plus ensemble à la prise en compte d'intérêts globaux. Ces derniers relèvent par exemple de la production de biens publics mondiaux, comme la lutte contre le réchauffement climatique, la préservation de la biodiversité, la lutte contre les pandémies, la stabilité financière internationale... Mais ils concernent aussi la mise en place d'un cadre mondial de solidarité plus efficace, et c'est ainsi que l'on peut interpréter la croisade engagée contre la pauvreté dans le cadre des « Objectifs du millénaire pour le développement » adoptés en 2000 par l'assemblée générale des Nations Unies. Le besoin d'action collective internationale n'est pas nouveau, mais il a franchi une étape quantitative et qualitative, à la fois du fait de la montée en puissance de ces nouveaux enjeux collectifs (dont la mondialisation accroît parfois l'intensité, comme dans le cas des grandes pandémies ou épizooties, ou celui de l'instabilité des mouvements de capitaux) et à cause de l'accroissement du nombre des acteurs pertinents, puisque le nombre de pays indépendants s'est accru.

L'un des messages de Keynes est que devant ces forces de changement, immobilisme et dogmatisme idéologique sont à bannir.



**UNE DIMENSION NOUVELLE S'EST DÉVELOPPÉE : CELLE DE L'ACTION COLLECTIVE INTERNATIONALE À GRANDE ÉCHELLE DANS LA POURSUITE D'OBJECTIFS COMMUNS.**

**KEYNES ÉCRIVAIT AU MILIEU DE LA PREMIÈRE DÉFAITE DE LA MONDIALISATION. SES ANALYSES DOIVENT-ELLES ÊTRE CONSIDÉRÉES COMME PRÉMONITOIRES D'UNE NOUVELLE RUPTURE ?**

Mais ce texte insiste aussi sur un aspect plus fondamental. L'organisation économique est contingente. Elle ne saurait reposer uniquement sur la quête atemporelle de l'efficacité technique et financière. Elle reflète un système de valeurs et une structure de pouvoir et n'est pas apolitique. L'essor de l'économie de marché et d'un système commercial multilatéral ouvert dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle s'est inscrit dans le cadre du système politique de la guerre froide, dans lequel le conflit idéologique cimentait les intérêts respectifs des deux systèmes d'alliances et permettait de ce fait de gérer les inévitables tensions liées à la concurrence économique entre partenaires. Le monde est aujourd'hui beaucoup plus fluide et les alliances potentiellement instables. Les tensions qu'évoque Keynes sur le commerce, les mouvements de capitaux, les logiques capitalistes, l'éloignement entre le propriétaire et le gestionnaire, sont omniprésentes et impliquent les nouveaux acteurs que sont les pays émergents. Elles alimentent auprès de nombreuses personnes un sentiment de méfiance vis-à-vis de la mondialisation [3]. Keynes écrivait au milieu de la première défaite de la mondialisation. Ses analyses doivent-elles être considérées comme prémonitoires d'une nouvelle rupture ?

Les tensions qu'évoque Keynes sur le commerce, les mouvements de capitaux, les logiques capitalistes, l'éloignement entre le propriétaire et le gestionnaire, sont omniprésentes et impliquent les nouveaux acteurs que sont les pays émergents. Elles alimentent auprès de nombreuses personnes un sentiment de méfiance vis-à-vis de la mondialisation [3]. Keynes écrivait au milieu de la première défaite de la mondialisation. Ses analyses doivent-elles être considérées comme prémonitoires d'une nouvelle rupture ?

Certes, à la différence des années 1930, nos politiques publiques, notamment la politique sociale, sont devenues beaucoup plus élaborées, et des institutions internationales garantissent une certaine stabilité. Mais les modes de régulation actuels n'ont pas fait leurs preuves en ce qui concerne la réduction de l'extrême pauvreté, les coûts sociaux de l'ajustement à la concurrence internationale – quels que soient ses avantages –, l'instabilité financière, le mal-développement et la marginalisation de certains pays, ou la prise en compte des biens publics globaux. La conclusion « *raisonnablement optimiste* » de Martin Wolf [4] sur la poursuite de l'intégration relève donc à ce stade de l'hypothèse, et suppose de la part des gouvernants et des différents acteurs de la vie économique et sociale une capacité à inventer et mettre en œuvre les modes de régulation et la structure institutionnelle susceptibles de tirer le plus grand profit des bénéfices de la mondialisation tout en en rendant les coûts globalement acceptables. A cet égard, la démarche de l'intégration régionale mérite d'être renforcée. C'est peut-être à l'échelle régionale qu'il faut rechercher l'autonomie des choix que Keynes recommande.

[3] Voir à ce sujet l'intéressant sondage du German Marshall Fund of the United States : « Perspectives on trade and poverty reduction 2005 », [www.gmfus.org/trade/research/survey.cfm](http://www.gmfus.org/trade/research/survey.cfm)

[4] *Op. cit.*

Même pour une région aussi intégrée et dotée de politiques communes que l'Union européenne, le chemin reste considérable, car l'Union rechigne à l'exercice collectif du pouvoir.

### L'interdépendance économique est-elle facteur de paix ?

Keynes écrit à un moment de basculement économique et politique majeur. Il aurait été intéressant de savoir ce qu'il aurait pensé de ce texte quelques années plus tard, constatant que les écueils qu'il évoque se sont matérialisés et ont contribué à la dégradation de la situation internationale des années 1930. Cette expérience protectionniste, de même que celle de nombreux pays latino-américains dans les années 1960 et 1970, n'a pas été convaincante. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, tout l'enjeu est de reconstruire un système international limitant le potentiel prédateur des États-nations [5], et Keynes y a largement contribué. L'idée dominante est alors d'inspiration kantienne : construire la paix par l'interdépendance. Sa mise en œuvre correspond évidemment à l'intérêt bien pensé des principales puissances.

Or, comme le suggère l'analyse de Keynes en 1933, cette idée mérite approfondissement. En fait, l'interdépendance joue un rôle ambigu. En premier lieu, tensions et conflits y puisent leur source. Au-delà d'un désir hégémonique de conquête, certes historiquement présent, c'est l'interaction entre les objectifs et actions des différents acteurs qui provoque tensions et conflits. En revanche, l'approfondissement de l'interdépendance accroît le coût d'un conflit potentiel pour les protagonistes et devrait donc jouer un rôle de modération. Les architectes de l'ordre international mis en place après la Seconde Guerre mondiale ont fondé leur construction sur cette idée. D'une certaine façon, la fin de la guerre froide ne clôt pas l'expérience ; elle en autorise peut-être, en fait, l'aboutissement, en ouvrant la possibilité que ces liens d'interdépendance puissent être étendus à l'ensemble des pays.

Une étude récente [6] applique l'analyse économique à une étude plus fine des liens théoriques et empiriques entre commerce et guerres et présente d'intéressantes conclusions, selon lesquelles l'idée kantienne ne serait que partiellement valide. Les auteurs y avancent que la concentration bilatérale du commerce est facteur de paix, car elle accroît le coût d'opportunité d'un conflit entre les deux partenaires commerciaux. En revanche, la nature multilatérale du commerce, en diluant ces liens bilatéraux et donc les coûts d'un conflit avec l'un quelconque des partenaires, accroît selon

[5] Voir à ce sujet Norman S. Buchanan et Friedrich A. Lutz, *Rebuilding the World Economy. America's Role in Foreign Trade and Investment*, New York, The Twentieth Century Fund, 1947.

[6] Philippe Martin, Thierry Mayer et Mathias Thoenig, *La mondialisation est-elle un facteur de paix ?*, coll. du Cepremap, Editions de la Rue-d'Ulm, 2006.



eux la probabilité d'un tel conflit (mais devrait en principe diminuer celle d'un nouveau conflit mondial). Les auteurs y voient une explication de la multiplication observable de conflits plus localisés. Leur étude accorde une place importante aux flux d'informations entre les pays : ce sont souvent les lacunes de l'information qui sont à l'origine des conflits.

L'intérêt de telles études est notamment qu'elles élargissent le champ traditionnel de l'économie et donnent un sens politique au commerce entre les nations. L'économie néoclassique, en oubliant la dimension politique tant externe qu'interne, diffuse un modèle libéral difficilement soutenable. Pour autant, ce modèle a apporté beaucoup à la prospérité et à la paix mondiales. En 1933, Keynes cherchait déjà comment le dépasser ; cette quête reste aujourd'hui ouverte.

### Libéralisme ou libéralisation ?

Ne serait-ce que pour contester la chape idéologique qui condamne en France l'usage du mot « libéralisme » et qui contribue à diffuser une image ringarde et passéiste, il serait tentant dans ces lignes de construire un plaidoyer libéral et de réconcilier Keynes avec ses propres contradictions, très apparentes, entre sa préconisation de l'autosuffisance et son insistance sur les écueils des démarches qui s'y prêtent. Notons au demeurant que la position de Keynes, qui s'oppose dans ce texte au dogmatisme libéral doctrinaire, invite aussi à rejeter toute forme de dogmatisme doctrinaire antilibéral.

Mon objet est ici différent. Il consiste à plaider pour une régulation active du libéralisme, pour une appropriation politique du libéralisme économique. Plus que ce dernier, c'est la démarche de libéralisation qui me semble importante. Je l'interprète comme un processus de destruction créatrice de régulations, qui consiste

à continuellement remplacer les dérégulations devenues obsolètes et inefficaces par de nouvelles régulations davantage adaptées aux conditions techniques et aux enjeux économiques et sociaux. Ce processus est nécessaire pour limiter les coûts des comportements de capture de rente indissociables de toute politique de protection. La protection entraîne en effet un phénomène de *d'alea moral* bien connu des théoriciens de l'assurance : son existence même n'incite pas à générer les comportements et l'innovation

**LA POSITION DE KEYNES,  
QUI S'OPPOSE DANS CE TEXTE AU DOGMATISME  
LIBÉRAL DOCTRINAIRE, INVITE AUSSI  
À REJETER TOUTE FORME DE DOGMATISME  
DOCTRINAIRE ANTILIBÉRAL.**

qui permettraient de se passer de protection. S'ajoute à cette inefficacité un coût social cumulatif, lié à la pression qu'exerce tout groupe rentier pour conserver la rente et la transformer en « droit acquis ». De ce fait, la politique publique se caractérise par une accumulation de rentes difficilement réformables, une fossilisation des strates de protection successives dont les coûts cumulés empêchent toute modernisation de la politique sociale. L'intérêt d'une démarche de libéralisation consiste à contester les rentes existantes. Cela n'entraîne pas nécessairement leur disparition, car elles peuvent reposer sur des choix sociaux et des justifications parfaitement légitimes. Mais cela oblige, dans un débat démocratique, à poser explicitement les termes des arbitrages nécessaires. Rendre les protections contestables est la meilleure façon de combiner leur rôle social avec le souci d'efficacité économique.

Dans cette optique, la libéralisation n'apparaît pas comme un processus de démantèlement des régulations, mais plutôt comme une dynamique de modernisation de ces dernières. Ce processus est nécessairement politique et international, d'une part, parce qu'il est engagé dans un cadre donné de rapport entre les puissances, d'autre part, parce que la pression extérieure et les accords internationaux favorisent la remise en cause interne, enfin parce que la meilleure façon de gérer les tensions est d'insérer les politiques publiques dans un cadre de reconnaissance mutuelle. En effet, il importe que les politiques nationales ne soient pas perçues comme s'opposant aux intérêts des autres pays, mais comme satisfaisant les préférences collectives et les choix d'expérimentation nationaux. Si l'on suit Keynes dans son plaidoyer pour la recherche autonome de politiques adaptées aux circonstances dans une phase de « *transition expérimentale* » dans laquelle personne ne sait quel modèle doit être préféré, il importe, à la fois pour la paix et pour l'activité économique, que cette recherche se produise dans un cadre organisé d'échanges d'informations et de « tolérance internationale ».

C'est peut-être là la bataille essentielle à mener à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). On peut donner trois lectures des négociations commerciales multilatérales. La première est purement idéologique, fondée sur la quête doctrinaire du libre-échange. Cette

**LA LIBÉRALISATION N'APPARAÎT PAS  
COMME UN PROCESSUS DE DÉMANTÈLEMENT  
DES RÉGULATIONS, MAIS PLUTÔT  
COMME UNE DYNAMIQUE DE MODERNISATION  
DE CES DERNIÈRES.**





approche est ou bien idéaliste, ou bien tactique et instrumentale pour soutenir une seconde approche, consistant à rechercher l'ouverture maximale des marchés des autres pays pour satisfaire les *lobbies* exportateurs. Les Etats-Unis se situent clairement dans ce cadre. Une troisième lecture, cependant, mérite d'être soutenue, qui voit dans l'OMC le catalyseur de l'élaboration de règles multilatérales et le gardien de ces règles. Le choix entre les deux dernières approches n'est pas indifférent pour le déroulement des négociations. Il reflète le rapport à la puissance. Le pouvoir hégémonique est naturellement peu tenté par l'adoption de règles multilatérales qu'il contribuera certes à façonner, mais qui le lieront par la suite. A l'inverse, ses partenaires commerciaux percevront en général davantage l'intérêt d'une solution régulée multilatérale. Dans le premier cas, les négociateurs préféreront l'absence d'accord à un « mauvais » accord, c'est-à-dire un accord dans lequel le degré

**TOUT L'ENJEU EST DE COMBINER UNE  
PRESSION SUFFISANTE À LA LIBÉRALISATION  
TOUT EN ASSURANT LA CONSTITUTION  
PROGRESSIVE D'UN SYSTÈME DE RÈGLES  
BÉNIES PAR LE POUVOIR HÉGÉMONIQUE  
ET ADOPTÉES ET RESPECTÉES  
PAR LE PLUS GRAND NOMBRE.**

d'ouverture accepté par les participants est jugé insuffisant ; dans l'autre, tout accord est préférable à l'absence d'accord, car ce qui compte est la participation la plus large à un système de règles multilatéral et la préservation du multilatéralisme. Les attermoissements autour du cycle de Doha et ce qu'il convient d'attendre des pays en développement témoignent de cette difficulté à s'entendre sur les objectifs

finaux. Tout l'enjeu est de combiner une pression suffisante à la libéralisation tout en assurant la constitution progressive d'un système de règles bénies par le pouvoir hégémonique et adoptées et respectées par le plus grand nombre, avec la capacité de chacun à gérer le processus de libéralisation avec les méthodes et délais qui lui conviennent.

### Nationalisme économique

Les remarques de Keynes sur le nationalisme économique font écho aux débats récents sur la question, engagés autour d'OPA hostiles lancées par des groupes étrangers sur des entreprises françaises. Dans ce domaine aussi, tout dogmatisme est à exclure. La force du texte de Keynes tient à sa reconnaissance du fait national, qui reste aujourd'hui l'une des caractéristiques de la mondialisation et ne semble pas appelé à disparaître prochainement. Le nier au nom de la mondialisation ou de la théorie économique reviendrait à nier l'évidence et la réalité. Mais, à l'inverse, les mises en garde de

Keynes sur les excès et écueils du nationalisme économique méritent d'être méditées. Comment, aujourd'hui, dépasser l'approche doctrinaire et tenter de définir les formes que peut utilement prendre le nationalisme économique dans un environnement mondialisé ?

L'idée essentielle est celle de la mobilité des facteurs. Par définition, ce n'est pas sur les facteurs les plus mobiles qu'il faut ancrer la notion de nationalisme économique. A la différence de ce que suggère Keynes, je crois difficile de le définir à partir du capital financier. Le capital humain est quant à lui moins mobile, même si cette mobilité s'accroît, mais il véhicule aussi un héritage culturel et éducatif national : les hommes sont un peu les ambassadeurs de leurs origines et contribuent souvent, où qu'ils travaillent, à porter l'image de leur pays. Le nationalisme économique peut donc s'adapter au mouvement des personnes. Mais le « facteur de production » souvent ignoré dans les fonctions de production de l'économiste et par définition immobile est le territoire. Il y a place aujourd'hui pour un nationalisme économique fondé sur son attractivité, c'est-à-dire sur la capacité pour un pays de maintenir et d'attirer une activité productive à forte valeur ajoutée, soutenable dans la durée et créatrice d'emplois bien rémunérés. La vraie concurrence dans la mondialisation se joue sur la localisation géographique de l'activité beaucoup plus que sur la nationalité du capital ou des dirigeants.

**IL Y A PLACE AUJOURD'HUI  
POUR UN NATIONALISME ÉCONOMIQUE  
FONDÉ SUR LA CAPACITÉ POUR UN PAYS  
DE MAINTENIR ET D'ATTIRER UNE ACTIVITÉ  
PRODUCTIVE À FORTÉ VALEUR AJOUTÉE,  
SOUTENABLE DANS LA DURÉE  
ET CRÉATRICE D'EMPLOIS BIEN RÉMUNÉRÉS.**

Les OPA hostiles qui ont récemment défrayé la chronique ont été les révélateurs de ce « besoin de nationalisme », mais ne sont pas véritablement au cœur du sujet. L'accent mis sur le territoire ne signifie pas qu'il faille laisser faire ou interdire telle ou telle OPA. Là où les OPA amicales résultent d'une stratégie coordonnée qui reflète une vision de la stratégie d'entreprise, les OPA hostiles peuvent opposer la logique économique ou industrielle et la logique financière. Il n'est jamais acquis que la logique financière de court terme, susceptible d'entraîner les actionnaires, débouche sur les meilleurs choix stratégiques à long terme. Toute OPA, *a fortiori* hostile, quelle qu'en soit l'origine, nationale ou étrangère, doit donc faire l'objet d'une analyse détaillée du projet stratégique, laissant le temps aux actionnaires et aux autorités de régulation de bien appréhender les



[7] Voir sur ce sujet *Gouvernance mondiale* (sous la direction de Pierre Jacquet, Jean Pisani-Ferry et Laurence Tubiana), rapport n° 37 du Conseil d'analyse économique, Paris, La Documentation française, 2002.

différentes dimensions de l'offre faite, ou à d'autres investisseurs de se manifester avec des projets stratégiques concurrents. Ceci milite clairement pour la définition d'une politique publique vis-à-vis des OPA hostiles, fondée sur un arsenal législatif explicite et non discriminatoire. *A priori*, cela n'a rien à voir avec le nationalisme.

La mondialisation n'est pas l'abolition des frontières, ni la négation du fait politique. Elle repose sur une relation dialectique forte entre l'intégration et l'identité nationale [7]. Dès lors, elle ne peut fonctionner correctement que si l'on reconnaît la légitimité de certaines formes de nationalisme. Ce dernier recouvre plusieurs dimensions : politique, économique, financière, qui peuvent s'entrechoquer. Il serait vain d'ignorer l'une quelconque des trois. L'accent mis sur le territoire peut permettre de les prendre en compte et de donner un sens renouvelé au rôle de l'Etat et aux politiques publiques, qui devraient s'orienter davantage vers ce qui fait dorénavant largement consensus, à savoir la recherche, l'éducation supérieure, l'aménagement du territoire. La localisation nationale d'activités productives conditionne aussi la capacité nationale à financer la politique sociale. Les Etats et les sociétés peuvent donc trouver les moyens de préserver l'autonomie des politiques publiques dans la mondialisation. Ils le doivent.

### Quatre messages forts

Au terme de cette discussion, il est utile de conclure en insistant à nouveau sur quatre messages forts de ce texte de Keynes. Le premier est l'invitation à combattre tout dogmatisme, toute « pensée unique » dirait-on aujourd'hui. Au vu des débats politiques et

citoyens, on pourrait considérer que ce message est largement entendu. Cependant, nombreuses sont les positions qui s'affirment par leur côté doctrinaire. Par exemple, il n'est pas souhaitable de répondre aux excès du libéralisme par l'antilibéralisme, aux excès des OPA hostiles par de la discrimination vis-à-vis d'investisseurs étrangers, etc. Les mises en garde de Keynes sur les obstacles (la

bêtise doctrinaire, la précipitation, l'intolérance) restent d'actualité. Comment faire en sorte, dans le débat public et les dynamiques d'élaboration des politiques, que la sagesse ne soit pas condamnée à venir, de façon improbable, du choc de positions doctrinaires

**LA MONDIALISATION NE PEUT FONCTIONNER CORRECTEMENT QUE SI L'ON RECONNAÎT LA LÉGITIMITÉ DE CERTAINES FORMES DE NATIONALISME, QUI DEVRAIENT S'ORIENTER VERS CE QUI FAIT LARGEMENT CONSENSUS, À SAVOIR LA RECHERCHE, L'ÉDUCATION SUPÉRIEURE, L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE.**

opposées ou de forces économiques et politiques poursuivant des intérêts rivaux, mais puisse résulter d'une analyse posée, soucieuse de l'intérêt collectif ?

Le deuxième message concerne le rôle de l'économie et de l'économiste. Keynes écrit qu'il « *préfère n'importe quoi plutôt que ce que les rapports financiers appellent "l'opinion de Wall Street"* ». Pour le dire autrement, ce n'est pas à l'économie de déterminer les valeurs ou les préférences collectives.

L'économie est une méthode d'analyse, une boîte à outils, le fonctionnement du marché un moyen pour atteindre des fins qu'il appartient aux sociétés de déterminer. Le système commercial multilatéral ouvert mis en place à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale s'est inscrit dans une

volonté politique forte de la part de ses fondateurs et dans un cadre politique propice. Paradoxalement peut-être, le discours économique dominant le présente comme un objet apolitique, dont on vante des avantages théoriques atemporels. Si crise de l'économie il y a, elle tient d'abord au déficit du politique.

**L'ÉCONOMIE EST UNE MÉTHODE  
D'ANALYSE, UNE BOÎTE À OUTILS,  
LE FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ UN MOYEN  
POUR ATTEINDRE DES FINS QU'IL APPARTIENT  
AUX SOCIÉTÉS DE DÉTERMINER.**

Le troisième message concerne la dimension temporelle de l'action. « *La transition économique d'une société doit être menée lentement* », écrit Keynes. Or, l'impatience est aujourd'hui de rigueur. On juge les politiques sur leurs « résultats » immédiats, à partir de statistiques de court terme, éventuellement révisables et de toute façon imparfaites. On attend des pays pauvres qu'ils « rattrapent » rapidement les pays riches, d'un gouvernement qu'il obtienne des résultats rapides en termes de réduction du chômage ou d'accélération de la croissance, alors que les instruments conjoncturels dont il dispose sont imparfaits et n'agissent qu'avec retard, et que l'essentiel dépend de politiques structurelles agissant sur la croissance potentielle et dont les effets ne se verront que tardivement et pourront être gommés par la conjoncture. On confond dès lors le dynamisme avec la bougeotte.

Finalement, on peut aussi réinterpréter le message de Keynes sur la tolérance. Il l'oriente vers la tolérance dans le débat d'idées, et il écrit dans un contexte marqué par le totalitarisme soviétique. La tolérance est tout aussi nécessaire aujourd'hui, mais au-delà même du débat d'idées. Elle doit aussi porter sur les trajectoires, les



politiques, les options prises par tel ou tel pays, les erreurs éventuellement commises. Mais pour qu'elle puisse s'exprimer, il faut que ces différentes actions s'inscrivent dans un cadre commun de reconnaissance mutuelle, structuré par des institutions et des règles. C'est ainsi que fonctionnent nos démocraties nationales. Cela doit aussi être l'objectif du renforcement des institutions internationales et du système multilatéral. Or le multilatéralisme paraît aujourd'hui fragilisé par le retour possible d'un modèle fondé sur l'équilibre des puissances. C'est paradoxalement au moment où l'action collective internationale paraît la plus nécessaire que la « *power politics* » fait un retour en force dans les relations internationales. ■